

Les investisseurs fuient le Gabon

Auguste Bala

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire que le Gabon est en crise. Annoncée depuis quelques années par certains économistes et analystes, mais battue en brèche par le pouvoir, l'effectivité d'une crise économique et financière au Gabon vient d'être enfin reconnue par Libreville. « La crise financière est là. Elle est dure », avait déclaré Régis Immongault Tatangani le 02 novembre dernier. Lors du discours de politique générale prononcé devant les députés le 10 novembre dernier, le Premier ministre, Franck Emmanuel Isoze Ngondet, a annoncé un plan d'austérité explosif afin de relancer l'économie gabonaise. Pour les entreprises, la crise se manifeste essentiellement par le non-respect des engagements de l'Etat ; entraînant leur fuite hors du pays. Pour les ménages, l'augmentation du chômage plombe leur bien-être social.

Les difficultés éprouvées par les entreprises déjà installées

Les entreprises déjà installées au Gabon éprouvent, comme principale difficulté, le non-respect des engagements contractuels de l'Etat qui peine à régler sa dette intérieure. En effet, une entreprise adjudicataire peut lancer les travaux sur fonds propres en attendant que l'Etat finance la poursuite et la fin de ces derniers. Elle peut aussi financer l'intégralité de l'ouvrage et se faire rembourser par l'Etat. Le problème qui se pose au Gabon depuis fin 2013 est que, dans le premier cas, l'Etat ne finance plus la suite des travaux. Dans le second cas, il ne rembourse plus les dépenses effectuées par l'entreprise. De ce fait, elle se retrouve en difficulté et est obligée de licencier et/ou d'arrêter l'exécution des travaux. Les exemples sont légion au Gabon. On peut



citer, entre autres, les travaux de construction de la Nationale 1 en arrêt, les travaux à l'UOB, l'entreprise Sodexo qui menace de licencier des centaines de Gabonais à cause des impayés de l'Etat...

Les tensions politiques et sociales

A côté du manque de crédibilité de l'Etat, s'ajoutent les tensions politiques et sociales. En effet, Libreville peine à solder sa crise politique née de la dernière élection présidentielle. Même si les efforts sont actuellement faits par le gouvernement pour tenter d'amorcer un dialogue politique et social, celui-ci semble déjà être un mort-né. Le principal opposant, Jean Ping et ses alliés continuent de contester la légitimité d'Ali Bongo. Ils viennent d'être confortés par le rapport préliminaire des observateurs de l'Union africaine présents au Gabon durant l'élection. On peut également imaginer que le rapport de la mission de la Commission européenne sera encore plus critique envers le pouvoir. Aux tensions politiques s'ajoutent les tensions sociales nées du non paiement des primes et vacations dans les administrations publiques et parapubliques. Plusieurs semaines après son lancement, la rentrée scolaire

peine toujours à être effective.

La fuite des investissements directs étrangers (IDE) hors du pays

Ce climat morose des affaires, inhérent au manque de crédibilité de l'Etat et aux tensions politiques et sociales croissantes, pousse les investisseurs déjà installés au Gabon à quitter le pays et n'incite pas ceux qui sont hors du pays à venir s'y installer. L'indicateur qui permet de le mesurer dans un pays s'appelle : Investissements directs étrangers (IDE). Il permet de voir combien d'investisseurs étrangers ont quitté le pays au cours d'une année et combien sont entrés. Le graphique ci-dessus montre l'évolution des entrées et des sorties d'IDE au Gabon depuis 2000 (données de la Banque mondiale). On constate qu'à partir de 2009, les sorties d'IDE sont systématiquement supérieures aux entrées. En outre, il y a une baisse vertigineuse des entrées d'IDE à partir de l'année 2014. Ainsi, le Gabon n'est plus attractif pour les investisseurs étrangers comme on pouvait le constater avant 2009, date de l'entrée en fonction d'Ali Bongo.